

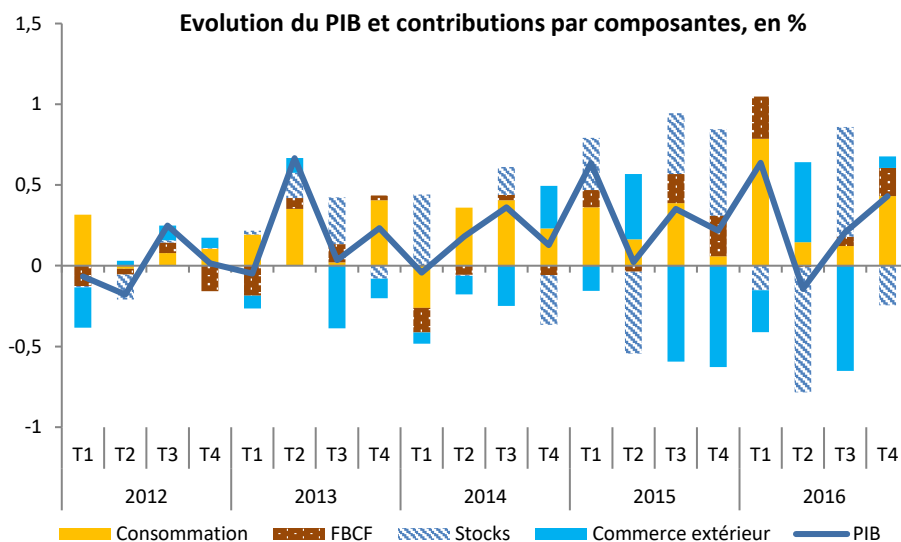
## La croissance en France au quatrième trimestre 2016

Mardi 31 janvier 2017

Le présent flash fait le point sur les résultats de la croissance économique en France au quatrième trimestre 2016 annoncés ce matin par l'INSEE.

### 1. + 0,4 % au T4 : une trajectoire ascendante en fin d'année

Selon l'INSEE, le PIB de la France **augmenterait de 0,4 % au quatrième trimestre (T4)** par rapport au trimestre précédent, après + 0,2 % au T3. De façon schématique, cette progression est la somme de trois évolutions : d'une part, une contribution positive de la demande intérieure (+ 0,6 %) et du commerce extérieur (+ 0,1 %) et, d'autre part, une contribution négative des stocks (- 0,2 %). Sur le premier point, le redémarrage de la **consommation des ménages** serait réel, en particulier grâce aux dépenses en biens fabriqués (automobile) et au redressement de la consommation d'énergie alors que les dépenses alimentaires se replieraient et que celles relatives aux services poursuivraient leur croissance quasiment au même rythme qu'au T3. En outre, la demande intérieure bénéficierait d'une **accélération de l'investissement des entreprises** (biens manufacturés, surtout en matériels de transports). Sur le second point, les exportations (+ 1,1 %) seraient plus rapides que les importations (+ 0,8 %). Au total, cette progression aboutirait à une croissance moyenne sur l'année de **1,1 %**.



Source : Afep à partir d'INSEE.

### 2. Réalisé vs prévu : retour sur l'exercice 2016

La loi de finances initiale (LFI) pour 2016 était construite sur une **hypothèse** de croissance du PIB de **+ 1,5 %** soit, dans le scénario de l'époque, une accélération par rapport à 2015 (+ 1 %). Les composantes de la demande intérieure devaient tirer l'activité, avec une progression de la consommation des **ménages** s'appuyant sur une masse salariale plus dynamique (croissance des salaires et de l'emploi), une inflation limitée (+ 1 %) et un investissement global soutenu par l'amélioration de la situation financière des **entreprises** et la mesure de « suramortissement ». En revanche, avec des importations légèrement supérieures aux exportations, le **commerce extérieur** devait contribuer négativement. A **+ 1,1 %**, la **croissance effective** aurait été inférieure de 0,4 point à la prévision initiale. Comment l'expliquer ? Du point de la demande intérieure hors stocks, les évolutions constatées auraient été meilleures que prévu (contribution de + 1,9 point) en matière de **consommation publique** et **d'investissement**. L'inflation plus faible que prévu (+ 0,2 %) n'aurait cependant pas stimulé davantage la consommation des ménages. C'est donc le **commerce extérieur** (contribution de - 0,9 point) qui explique l'écart entre la prévision et la réalisation, avec un ralentissement des importations et, de façon nettement plus marquée, des **exportations**.

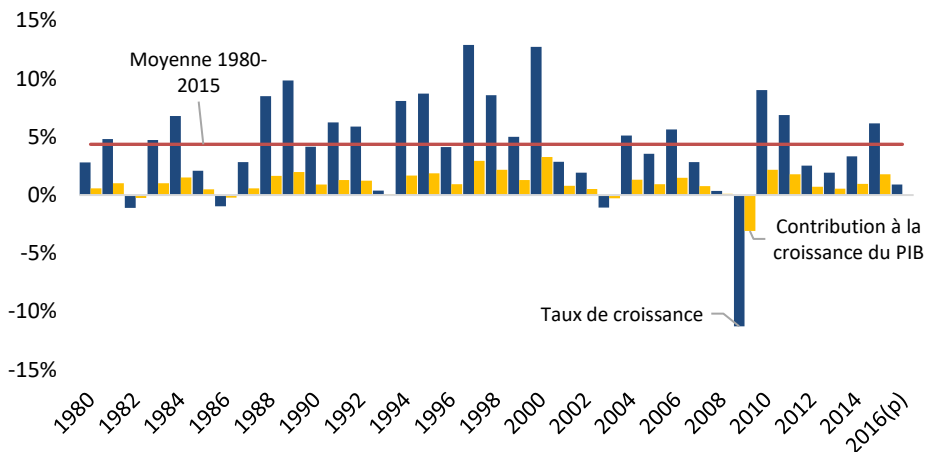
Evolutions en volume	LFI	Réalisé
<b>PIB</b>	1,5%	1,1%
<b>Conso. Ménages</b>	1,7%	1,8%
<b>Conso. Publique</b>	0,7%	1,5%
<b>Investissement (FBCF)</b>	2,3%	2,8%
<i>dont entreprises non financières (ENF)</i>	3,7%	4,3%
<b>Importations</b>	5,2%	3,6%
<b>Exportations</b>	4,8%	0,9%
Contributions		
<b>Demande intérieure hors stocks</b>	1,6%	1,9%
<b>Var. des stocks</b>	0,1%	0,0%
<b>Commerce extérieur</b>	-0,2%	-0,9%

Source : Afep à partir de LFI 2016 et d'INSEE.

### 3. Exportations : un freinage marqué après une année 2015 exceptionnelle

A + 0,9 %, les **exportations** auraient connu leur taux de croissance le plus faible depuis la récession de 2009, très en deçà de la moyenne observée depuis le début des années 80 (4,4 %). Après une année 2015 dynamique liée notamment aux ventes de **matériel de transport** (livraisons aéronautiques en lien avec le record de ventes d'airbus), le premier semestre de 2016 aurait enregistré un contrecoup, avec le repli des ventes à l'**Asie** et au **Proche et Moyen-Orient**. Le secteur des transports aurait toutefois été soutenu par la vente en mai du plus grand paquebot du monde (« *Harmony of the Seas* »). Dans une étude récente<sup>1</sup>, l'INSEE estime que la **baisse des parts de marché** des exportateurs français depuis le début du 21<sup>e</sup> siècle « *résulte davantage de mauvaises performances à l'exportation sur les différents marchés que d'une mauvaise orientation géographique* ». Tandis que, au sein de l'Union européenne, la perte de parts de marché serait due, à parts égales, à la **montée en puissance des émergents** et à des **coûts salariaux unitaires plus dynamiques**, la dégradation hors UE serait liée au premier facteur.

Exportations françaises, en volume



Source : Afep à partir d'INSEE.

\*\*\*

A + 0,4 %, la croissance française aurait pris un peu de vigueur au dernier trimestre, amplifiant une trajectoire haussière sur la fin de l'année. D'un point de vue annuel, la panne de croissance au T2 aboutirait à un taux de progression du PIB similaire à celui de 2015 (1,2 %), confirmant l'existence d'une reprise modérée depuis deux ans (croissance moyenne de 0,5 % entre 2012 et 2014). Par composantes, alors que la demande intérieure aurait été plus dynamique que prévu, ce qui est positif, le net ralentissement des exportations pèserait lourdement sur le résultat final. Si des facteurs ponctuels permettent sans doute d'expliquer cette contre-performance, les problématiques de fond relatives au commerce extérieur français (13 années sur 17 de contribution négative à la croissance depuis le début du 21<sup>e</sup> siècle) restent posées : compétitivité-prix et hors prix, positionnement des produits...

<sup>1</sup> « Pourquoi les exportateurs français ont-ils perdu des parts de marché ? », Marc et Patier, Note de conj., décembre 2016.